

Préfecture

Direction de la Citoyenneté
et de la Légalité

Bureau de l'environnement, des installations
Classées et des enquêtes publiques

NIMES, le

23 AVR. 2019

[courriel : pref-environnement@gard.gouv.fr](mailto:pref-environnement@gard.gouv.fr)

ARRETE PREFECTORAL N° 19-39N

**mettant en demeure la société Sanofi Chimie
de satisfaire à certaines prescriptions de son arrêté d'autorisation**

Le Préfet du Gard, Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006 autorisant la société Sanofi Chimie à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** l'étude sanitaire du site d'Aramon, mise à jour le 22 novembre 2017 et référencée AIX-RAP-17-09958B ;
- VU** le courrier de la société Sanofi Chimie en date du 28 février 2019 référencé DLU/AH/HSE.19.029 informant l'inspection de l'environnement que suite à une campagne de mesures des rejets de composés organiques volatils (COV) spécifiques, du dichlorométhane, de la pyridine et du DMAC ont été identifiés sur deux émissaires de rejet gazeux non raccordés à l'unité de co-incinération ;
- VU** le rapport de mesures de la société EXPLORAIR daté du 14/01/2019, référencé n°18 08 19 SANOFI – version C, et relatif à la campagne de mesures des émissions COV – rejets atmosphériques réalisés sur le site de Sanofi à Aramon entre octobre 2018 et décembre 2018 ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement daté du 18 mars 2019 transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 25 mars 2019, conformément aux articles L171-6 et L 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations sous un délai de 15 jours ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 8 avril 2019 référencé HSE19.051 ;

CONSIDERANT que la campagne de mesures de COV menée par l'exploitant, entre octobre et décembre 2018, sur l'évent hydrogène 19GCE650 de l'atelier synthèse 2 lors de la production de Gamithromycine, montre, pour un flux horaire mesuré supérieur à 0,1 kg/h, un dépassement de la valeur limite d'émission autorisée pour le dichlorométhane et un dépassement pour la pyridine, COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 2/2/1998 modifié sus-visé ;

CONSIDERANT que la campagne de mesures de COV menée par l'exploitant, entre octobre et décembre 2018, sur l'évent hydrogène 19GCE650 de l'atelier synthèse 2 lors de la production de Gamithromycine, montre, pour un flux horaire mesuré supérieur à 10 g/h, un dépassement de la valeur limite d'émission autorisée pour le DMAC, COV classé cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction ;

CONSIDERANT que la campagne de mesures de COV menée par l'exploitant, entre octobre et décembre 2018, sur la sortie de la colonne d'abattage 12DGS910 de l'atelier synthèse 1 lors de la production de Clorazépate d'éthyle, montre, pour un flux horaire mesuré supérieur à 0,1 kg/h, un dépassement de la valeur limite d'émission autorisée pour le dichlorométhane, COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 2/2/1998 modifié sus-visé ;

CONSIDERANT que les dépassements sus-visés constituent une non-conformité majeure à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006, qui impose que l'ensemble des rejets de l'établissement doit respecter les prescriptions minimales définies par les articles 21 et 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

CONSIDERANT par ailleurs que la production de Gamithromycine a fait l'objet de porters à connaissance successifs auprès du Préfet transmis par courriers de l'exploitant :

- du 25/07/2013 complété les 21/10/2013 et 6/03/2014 relatifs à l'implantation du nouveau procédé de fabrication de Gamithromycine sur le site d'Aramon, et ayant fait l'objet des rapports d'examen de l'inspection les 6/11/2013 et 26/03/2014 ;
- du 2/02/2017 relatif à l'amélioration de la production de Gamithromycine ayant fait l'objet d'un rapport de l'inspection le 13/03/2017 ;
- du 2/02/2017 relatif au transfert d'une étape de fabrication du bâtiment 19 au bâtiment 14 pour la production de Gamithromycine, et ayant fait l'objet d'un rapport de l'inspection du 7/06/2017

CONSIDERANT que dans chacun de ces porters à connaissance Gamithromycine, l'exploitant déclare que « les déchets gazeux issus des réacteurs seront collectés par le système de collecte des COV et traités par le co-incinérateur », et concluant ainsi dans le cadre de l'analyse de l'impact sanitaire du projet que, « les rejets étant captés et traités, il n'y a aucun impact sanitaire » ;

CONSIDERANT que la déclaration de l'exploitant non respectée, relative aux déchets gazeux émis lors de la production de Gamithromycine, constitue une non-conformité majeure à l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006 sus-visé puisque tous les éléments d'appréciation pour le préfet ne sont pas indiqués par l'exploitant ;

CONSIDERANT que face à cette situation engendrant des rejets de COV non autorisés, non surveillés ayant un impact sur la santé et la qualité de l'air, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Sanofi Chimie pour les installations qu'elle exploite sur la commune d'Aramon de respecter les dispositions des articles 1.7.1 et 3.2.5 de l'arrêté d'autorisation n° 06.018N du 3 mars 2006, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

L'exploitant entendu

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Gard.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société SANOFI CHIMIE, dont le siège social est situé 82 avenue Raspail – 94 250 Gentilly, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite sur la commune d'Aramon (route d'Avignon) de respecter les dispositions :

a - de l'article 3.2.5 de l'arrêté d'autorisation n° 06.018N du 3 mars 2006 pour le rejet à la sortie de la colonne d'abattage 12DGS910 de l'atelier synthèse 1, lors de la production de Clorazépate d'éthyle, **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Pour justifier du respect du présent article, l'exploitant fournit au préfet sous un délai maximal de 3 mois après la prochaine campagne de production de Clorazépate d'éthyle, les résultats de la campagne de mesures des émissions de COV au point de rejet à la sortie de la colonne d'abattage 12DGS910 de l'atelier synthèse 1.

b- de l'article 3.2.5 de l'arrêté d'autorisation n° 06.018N du 3 mars 2006 pour le rejet à la sortie de l'évent hydrogène 19GCE650 de l'atelier synthèse 2, lors de la production de Gamithromycine, **pour le 1er octobre 2019.**

Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un point d'avancement complet sur les études et les actions mises en œuvre pour réduire les COV spécifiques sur l'évent hydrogène 19GCE650 de l'atelier synthèse 2, notamment celles citées dans le courrier de l'exploitant du 28/02/2019, est transmis au préfet.

Pour justifier du respect du présent article, l'exploitant fournit au préfet pour le 1^{er} janvier 2020, les résultats de la campagne de mesures des émissions de COV à l'évent hydrogène 19GCE650 de l'atelier synthèse 2 lors de la production de Gamithromycine.

c- de l'article 1.7.1 de l'arrêté d'autorisation n° 06.018N du 3 mars 2006 **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,** par la transmission au Préfet des porters à connaissance mis à jour pour le procédé de Gamithromycine.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 211-1 et L 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 4 – EXECUTION

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Aramon et pourra y être consultée,
- une copie de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie.

Le même arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant la même durée et affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire. Le présent arrêté sera notifié à la Société SANOFI Chimie dont le siège social est situé 82 avenue Raspail- 94250 Gentilly.

Le secrétaire général de la préfecture du Gard,

le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

le maire d'Aramon

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,



Didier LAUGA

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.

Article L514-6 du code de l'environnement

I. les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5, L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II abrogé.

III. les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1 du code de l'environnement

